Négociants d'expression allemande à Marseille (1750-1793)

Gilbert Buti

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/6370>

DOI : 10.4000/cdlm.6370

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2012

Pagination : 49-64

ISBN : 978-2-914-561-58-7

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Gilbert Buti, « Négociants d'expression allemande à Marseille (1750-1793) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 84 | 2012, mis en ligne le 15 décembre 2012, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/6370> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.6370>

Négociants d'expression allemande à Marseille (1750-1793)

Gilbert BUTI

Grande place marchande au XVIII^e siècle, Marseille a été un puissant foyer d'appel pour de nombreux négociants : la croissance des affaires a conduit à celle du nombre des hommes¹. Dans l'apport extérieur très hétérogène des étrangers qui ont répondu à cet appel, les négociants allemands et d'expression allemande représentent un noyau original sinon étonnant. La question est posée de savoir quelles places ils ont prises ou quelles fonctions leur ont été accordées dans l'espace d'accueil, si tant est que ce groupe soit clairement identifié dans la cité². Objet de recherches récentes, la définition de l'altérité reste exercice délicat³. Dans une Europe des Lumières où frontières et nationalités n'ont guère de sens, cette agrégation serait-elle création du chercheur ou réalité fondée sur un rapprochement

1. Ce travail doit beaucoup aux « Autres », en premier lieu à Charles Carrière et à Robert Larchères qui avaient commencé à défricher ce champ de recherche et dont les dépouillements non-exploités m'ont généreusement été transmis par M^{me} Renée Lopez qui connaît bien les mouvements de population : Renée Lopez et Émile Témime (dir.), *Migrance. Histoire des migrations à Marseille*, t. 2 : *L'expansion marseillaise et « l'invasion italienne », 1830-1918*, Aix-en-Provence, Édisud, 1990. Nous sommes redevable à cette patiente moisson mais responsable des conclusions provisoires d'un travail inachevé car si de nombreux dépouillements ont été effectués du côté français, et surtout marseillais, beaucoup reste à faire du côté étranger. Un état complet des sources mobilisées par R. Larchères sera fourni ultérieurement dans une étude générale en cours de réalisation ; à Marseille, ces sources proviennent de dossiers en dépôt aux Archives de la chambre de commerce et d'industrie de Marseille-Provence (Délibérations. Correspondance. Personnel. Impôts. Comptabilité. Affaires financières. Affaires militaires. Navigation. Fonds Roux), aux Archives de la ville de Marseille (Culte. Instruction publique. Police. Hygiène publique. Contribution. Administration financière) et aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône (Cour des comptes. Sénéchaussée. Amirauté. Tribunal de commerce. Intendance. Contrôle des actes. Enregistrement. Intendance de la Santé maritime. Registres paroissiaux. État civil. Notaires. Administration et tribunaux révolutionnaires).
2. Jacques Bottin et Donatella Calabi (dir.), *Les étrangers dans la ville. Minorités et espace urbain du bas Moyen Âge à l'époque moderne*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme de Paris, 1999.
3. Jean-François Dubost et Peter Salhins, *Et si on faisait payer les étrangers ? Louis XIV, les immigrés et quelques autres*, Paris, Flammarion, 1999 ; Claudia Moatti et Wolfgang Kaiser (dir.), *Gens de passage en Méditerranée de l'Antiquité à l'époque moderne. Procédures de contrôle et d'identification*, Paris/Aix, Maisonneuve & Larose / MMSH, 2007 ; Pilar González-Bernaldo, Manuela Martini et Marie-Louise Pelus-Kaplan (dir.), *Étrangers et Sociétés. Représentations, coexistences, interactions dans la longue durée*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008.

géographique affirmé et des contacts privilégiés résultant d'une communauté de langue ou de confession⁴?

Pour approcher au mieux ces nouveaux venus, on tentera de saisir les motivations profondes de leur présence – ont-ils été les envoyés d'une économie en expansion ou au contraire sont-ils l'expression d'un blocage des régions de départ? – et le rythme de leur arrivée, sans omettre au préalable de présenter leurs origines, ce qu'ils étaient ou ce qu'ils apportaient à leur arrivée, sans dissimuler les difficultés méthodologiques et le caractère provisoire de certains résultats. Les conditions du travail chez l'autre – juridiques et économiques – les formes et le contenu de leurs activités saisis à travers quelques fragments de trajectoires permettent d'esquisser le rayonnement de ce groupe. Enfin, cette analyse invite à sonder le degré d'intégration de ce corps étranger, à la cohésion interne incertaine, dans l'économie et la société marseillaises.

Présence de négociants d'expression allemande à Marseille

Aux questions simples – Qui sont-ils? Combien sont-ils? D'où viennent-ils et quand? – il est difficile d'apporter des réponses affirmées. La raison majeure résulte du fait que, pas plus à Marseille que dans les lieux de départ, nous ne disposons de dénombrements précis et complets, mais seulement de quelques indications imprimées, partielles et peu sûres. Une prospection lente, effectuée à travers les documents fournis par de multiples fonds d'archives, avait permis à Charles Carrière d'en proposer un état pour l'ensemble du XVIII^e siècle.

Tableau I. Origines des négociants étrangers présents à Marseille au XVIII^e siècle⁵

Origines	Nombre	%
Suisse et Genève	171	35,3
« Italie »	123	25,4
« Allemagne »	39	8,0
Îles britanniques	31	6,4
Levant	29	6,0
Pays-Bas Provinces Unies	22	4,5
Péninsule Ibérique	21	4,3
Barbarie	14	2,9
Malte	12	2,5
Danemark, Suède	8	1,6
Autriche	4	0,8
Origines indéterminées	11	2,3
Total	485	100,0

4. Ainsi, la firme locale attachée principalement aux relations avec l'Europe centrale est à forte dominante alsacienne: Pierre Péron, Hasslaver et C^{ie}. Sur la complexité et les bases des réseaux marchands on pourra se reporter à la récente étude de Francesca Trivellato, *The Familiarity of Strangers. The Sephardic Diaspora, Livorno and Cross-Cultural Trade*, New Haven / Londres, Yale University Press, 2009 et à son analyse proposée par Guillaume Calafat, « Diasporas marchandes et commerce interculturel. Familles, réseaux et confiance dans l'économie de l'époque moderne », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 66, n° 2, avril-juin 2011, p. 513-531.
5. Charles Carrière, *Négociants marseillais au XVIII^e siècle. Contribution à l'étude des économies maritimes*, Marseille, Institut historique de Provence, 1973, vol. 1, p. 273.

Ce tableau n'a certes de valeur qu'indicative car tout négociant qui arrive à Marseille – comme dans toute place marchande – n'y demeure pas nécessairement en activité jusqu'à la fin du siècle : décès, faillites, départs, retraites rendent compte de la mobilité et de la fragilité de relevés qui prétendraient à l'exhaustivité. Néanmoins, celui-ci permet de saisir quelques traits généraux de ces acteurs des échanges. Ainsi, les Méditerranéens, avec un important lot de « voisins italiens » venus du Comté de Nice, de Ligurie et de Toscane, ne représentent qu'environ 40 % de l'ensemble, tandis que les négociants de l'Europe centrale et du nord interviennent pour près de 60 % de la totalité. Dans ce groupe, une place originale sinon inattendue est occupée par les négociants d'expression allemande.

Selon le dénombrement de 1793, et en excluant les nombreux Genevois francophones, les ressortissants d'Europe du centre et du nord se répartissent ainsi :

Graphique 1. Négociants d'Europe centrale et du nord à Marseille en 1793⁶

Dans une ventilation proche de celle relevée à Sète après la guerre de Sept Ans, les négociants allemands et d'expression allemande occupent une place importante en comparaison des autres étrangers venus de l'Europe du nord et du nord-ouest⁷. Les deux représentants de la région de Neuchâtel ont été ajoutés aux Suisses (même si la population est en partie francophone) car relevant depuis 1713 de l'autorité du roi de Prusse et celui originaire de la principauté de Montbéliard, appartenant au duc de Wurtemberg, a été placé avec les Allemands : choix qui ne bouleverse pas la distribution générale⁸. La présence anglaise, irrégulière au fil du demi-siècle, n'acquiert sa valeur que par l'association avec ceux que nous étudions. Les Hollandais, peu nombreux, recherchent de même l'association avec les Suisses d'expression allemande. Quant aux Suédois et aux Danois, comment ne pas admettre leur rôle mineur dans cette présence ?

6. Archives de la Ville de Marseille (désormais AVM), 2F-Marseille- Recensement de 1793.

7. Je remercie Lionel Dumond de m'avoir communiqué ces précisions extraites d'une étude à paraître : « Les négociants du Nord et le commerce des vins en Bas-Languedoc jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Une approche prosopographique », *Liame*, 2012.

8. Pour les Autrichiens, la seule indication figure dans la constitution d'une société en commandite. Archives départementales des Bouches-du-Rhône (désormais ADBDR), XIII B 328, 13 août 1785.

Certes, ces hommes d'expression allemande n'ont numériquement parlant qu'une importance assez faible par rapport au total des négociants de la place : en 1750, ils sont 15 sur environ 350 (soit 4,2 % de l'ensemble) et 34 sur 750 environ en 1790 (4,5 %), ce qui met chaque chose à son rang. Toutefois, au-delà de cette stabilité relative, force est de reconnaître la progression régulière de leur présence au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle.

Graphique 2. Négociants d'expression allemande à Marseille (1750-1790)⁹

Une analyse plus fine permet de suivre l'évolution interne que connaît cet ensemble.

Graphique 3. Origines des négociants d'expression allemande à Marseille (1750-1790)¹⁰

9. Nous utilisons ici les fiches de Robert Larchères sur les étrangers de langue allemande à Marseille, aimablement communiquées par Renée Lopez, comme elle le fit pour Pierre Échinard et Émile Temime (dir.), *Migrance. Histoire des migrations à Marseille*, t. 1 : *La préhistoire de la migration (1482-1830)*, Aix-en-Provence, Édisud, 1989, p. 154, n. 3.

10. Pour les sources : voir note 1.

Les deux groupes dominants présentent une évolution contraire : au déclin, relatif mais réel, des Suisses d'expression allemande, répond une progression certaine des Allemands qui n'occupent toutefois une place notable que vers 1770. Malgré l'importance que conserve la région de Saint-Gall, longtemps dominante, viennent progressivement en avant d'autres secteurs comme ceux de Zürich et Bâle. Ces Suisses étaient présents très tôt à Marseille et le mouvement continu qui de Saint-Gall conduit à la Méditerranée est perceptible dès le xvi^e siècle¹¹. Ce que l'on observe à leur sujet, dans la seconde moitié du xviii^e siècle n'est donc que la poursuite d'une certaine tradition¹². En revanche, pour les Allemands, nous pouvons parler de nouveauté – car avant 1750, seuls Jean-Christophe Kick (1717) et Henry-Jacques Fölsch (1734) étaient présents à Marseille – et de surreprésentation dans l'ensemble de la population étrangère du négoce au sein de ce groupe en 1793¹³.

Pour comprendre leur venue – et pour les Allemands, leur arrivée tardive – nous ne pouvons à ce stade de nos recherches que formuler quelques hypothèses. Certes, il est difficile de ne pas évoquer l'attrait de la Méditerranée et de son grand port qui représentait l'espoir d'une réussite dans les affaires et celui d'une promotion sociale. C'était vrai pour les Suisses depuis longtemps et, sans sacrifier à des présupposés utilitaristes, il n'en était sans doute pas autrement pour les Allemands et les Autrichiens. Cependant, si, au milieu du xviii^e siècle, Marseille connaît une accélération quantitative de sa croissance commerciale, la place souffre d'une crise diffuse, latente, mais réelle – notamment sur les marchés levantins et antillais – dans laquelle la guerre de Sept Ans, rude sur le plan maritime, a joué un rôle évident. La principale conséquence en serait un fléchissement de la rentabilité des affaires ; l'expansion quantitative qui se manifesterait au retour de la paix traduirait, dans une large mesure, l'effort consenti par le négoce local pour pallier le tassement des marges commerciales¹⁴. Sur le plan local, aucun élément majeur n'éclaire donc l'arrivée en nombre d'étrangers et, notamment, celle des Allemands.

Si l'on regarde vers le monde germanique, les hésitations ne sont pas moindres. Y a-t-il, dans la situation économique intérieure des régions d'origine, un facteur d'explication ? Les motivations des Allemands du sud – en liaison étroite avec la Suisse – sont-elles semblables à celles des Allemands du nord ? Il n'est pas possible

11. Gaston Rambert et Joseph Billioud, *Histoire du commerce de Marseille*, t. 3, 1480-1599, Paris, Plon, 1951, p. 248-249 ; Wolfgang Kaiser, *Marseille au temps des troubles (1559-1596)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1992. On pourra également consulter le registre du cimetière protestant de Marseille, dit « cimetière des Suisses » (AVM, GG 140).

12. On citera simplement le cas des Sollicoffre ou Zollicoffer : voir à leur propos Louis Malzac, « Les Zollicoffer de Saint-Gall », *Provincia*, t. XIV, 1934, p. 95-96.

13. Pierre Échinard et Émile Temime (dir.), *Migrance... op. cit.*, p. 78-79.

14. Sur la délicate question de la situation du négoce à la veille de la Révolution, on pourra se reporter à Michel Morineau, « La vraie nature des choses et leur enchaînement entre la France, les Antilles et l'Europe (xvii^e-xix^e siècles) », *Outre-Mers*, n° 314, janvier 1997, p. 13 ; Silvia Marzagalli, « Le négoce maritime et la rupture révolutionnaire : un ancien débat revisité », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 352, mars 2008, p. 183-207 ; et Guillaume Daudin, *Commerce et prospérité. La France au xviii^e siècle*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2005.

de négliger les échanges établis entre Marseille d'une part, l'Allemagne et les pays nordiques d'autre part. Tout dépend du poids de ces échanges et de leur éventuel gonflement après 1750 : pour l'Allemagne du nord, par voie maritime, pour l'Allemagne de l'ouest, par le long transit terrestre, et pour certains secteurs de l'Allemagne méridionale par le relais de Trieste. Faut-il voir un lien entre le mouvement des hommes et celui des navires ?

Pour nombre de nouveaux Marseillais, la pente naturelle, ancienne et familière, a été celle conduisant, directement ou par étapes, sur les bords de la Méditerranée par Lyon et le Rhône ; l'attraction de Vienne et de Trieste a sans doute joué pour les hommes originaires du canton des Grisons. Pour la mouvance des villes hanséatiques c'est la voie des mers nordiques qui a été privilégiée avec Hambourg en particulier. De même, l'attrait d'Amsterdam ou de Rotterdam a agi sur Clèves, et la voie de Strasbourg a eu un effet comparable sur certaines cités d'Allemagne de l'ouest, surtout si l'on souligne le rôle de la liaison routière régulière entre cette ville et Francfort. Tout n'est pourtant pas éclairé et il faut se souvenir, à l'encontre de nos quasi-certitudes, que la circulation des hommes ne présente pas forcément les mêmes caractéristiques que celle des produits.

À ce stade de l'enquête nous ne pouvons que réserver notre réponse et y revenir ultérieurement avec l'analyse des consignations. Toutefois, au bout du compte, nous ne trouvons rien de déterminant alors qu'un fait est indiscutable : les Allemands – eux surtout – s'installent à Marseille à partir du milieu du XVIII^e siècle. Qui plus est, si nous hésitons sur les conditions économiques générales des régions d'origine, force est de reconnaître qu'une récession comme une phase de croissance pourraient servir d'argument à cette mobilité. Et comme les capitaux originels des nouveaux venus sont amplement inconnus, il est difficile d'aller plus avant dans cette voie ; certains d'entre eux ont d'abord été commis dans une maison amie, mais est-ce pour autant l'indice d'une origine modeste ? Seul un examen attentif de chaque cas permettrait de sortir du conjecturel.

La rupture est assurément plus classique pour 1793 lorsque « le XVIII^e siècle marseillais se brise inachevé » (Charles Carrière) à la suite des guerres révolutionnaires et du blocus anglais ; cette fracture dans l'activité de Marseille se retrouve sur d'autres franges maritimes comme Philippe Gardey a pu le montrer récemment pour Bordeaux où « en 1793, l'effondrement du trafic est inouï, sauf pour les vins de l'année »¹⁵. Certes, pas plus à Marseille qu'à Bordeaux, l'activité commerciale n'a été totalement anéantie comme le rappelle, ainsi qu'il paraît nécessaire de le faire, la présence négociante¹⁶ ; d'aucuns ont assurément réussi à contour-

15. Philippe Gardey, *Négociants et marchands de Bordeaux. De la guerre d'Amérique à la Restauration (1780-1830)*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2009, p. 221-296 et p. 224 pour la citation. La présente analyse devra toutefois être poursuivie jusqu'en 1815 avec le début d'un nouveau cycle de croissance. En effet, hormis le fait que l'année 1793 voit la ville-port frappée d'embargo pendant un tiers de l'année, le nombre de navires étrangers (danois, suédois, américains) pour les périodes révolutionnaire et impériale semble sous-estimé : voir Silvia Marzagalli, *Bordeaux et les États-Unis, 1776 - 1815 : politique et stratégies négociantes dans la genèse d'un réseau commercial*, texte dactylographié, HDR Université de Paris I, 532 p. (publication prévue chez Droz, 2013).

16. Ainsi, le nombre de négociants neutres tend à augmenter à Bordeaux après 1793. Voir Silvia Marzagalli, « Establishing Transatlantic Trade Networks in Time of War : Bordeaux and the

ner les difficultés soudaines – sans mettre en œuvre de pseudo « stratégies » de contournement longuement réfléchies – en utilisant les services des neutres ou en plaçant leurs capitaux vers des secteurs moins exposés¹⁷. Néanmoins, comment nier le silence portuaire et l'arrêt des grands trafics qui donnaient les impulsions majeures à l'activité de la place et que ne compensent nullement les échanges de proximité¹⁸ ?

Au bout du compte, quelques problèmes que pose cette fragile prise de contact et malgré les incertitudes multiples non dissimulées, un fait est patent : ces hommes sont à Marseille. Qu'y font-ils ?

Conditions, formes et rayonnement des affaires

Si c'est la partie pour laquelle nous disposons sur place de la plus grande somme d'informations, nous n'avons pas pour autant de documentation directe : ni comptabilité, ni correspondance marchande d'une maison qui apporterait une connaissance concrète et continue du travail. Notre approche est faite d'éléments hétérogènes : les uns discontinus, comme ceux fournis par les registres paroissiaux ou les actes notariés, les autres indirects, comme ces bilans de faillite mais qui ne sont que le relevé des échecs, en quelque sorte le négatif des activités ; ils sont précieux certes, mais toutes les sociétés n'ont cependant pas fait faillite !

Les conditions du travail

Si l'on a eu parfois tendance à donner aux conditions juridiques une place disproportionnée dans la vie économique, leur rôle ne saurait être écarté, à commencer par celui du fameux édit d'affranchissement de 1669¹⁹. Nous restons, à la suite de Charles Carrière, très réservé sur les effets économiques réels et immédiats de cette législation sur la croissance portuaire, mais reconnaissons que cette

United States, 1793-1815», *Business History Review*, n° 79, 2005, p. 811-844.

17. Néanmoins, ne rien faire, attendre et laisser passer l'orage a été aussi une façon de faire, peu spectaculaire sans doute et que l'on aurait pour cela tendance à ignorer, mais qui fut largement et sciemment répandue. Voir Gilbert Buti, « Pratiques marchandes au temps des troubles et des incertitudes. Le cas de Marseille au XVIII^e siècle », *The Historical Review / La Revue Historique* (Institut de Recherches Néohelléniques, Athènes), vol. VII, 2010, p. 23-36 ; Jean-Pierre Hirsch, *Les deux rêves du Commerce. Entreprise et institution dans la région lilloise (1780-1860)*, Paris, EHESS, 1991. Sur la question de la neutralité, si importante dans ce contexte, on pourra se reporter à Dan H. Andersen et Pierrick Pourchasse, « La navigation des flottes de l'Europe du Nord vers la Méditerranée (XVII^e - XVIII^e siècles) », *Revue d'Histoire Maritime*, n° 13, 2011, p. 21-44 ; Leos Müller, « Commerce et navigation suédois en Méditerranée à l'époque moderne, 1650-1815 », *Revue d'Histoire Maritime*, n° 13, 2011, p. 45-70 ; et Silvia Marzagalli, « Les États-Unis en Méditerranée. Modalités et enjeux d'une nouvelle présence atlantique dans la mer Intérieure », *Revue d'Histoire Maritime*, n° 13, 2011, p. 71-100.
18. Charles Carrière, « Les entrées de navires dans le port de Marseille pendant la Révolution », *Provence Historique*, fasc. 28, avril-juin 1957, p. 200-225 ; Gilbert Buti, *Les Chemins de la mer. Un petit port méditerranéen : Saint-Tropez aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Rennes, PUR, 2010.
19. L'intitulé exact de l'édit (« édit d'affranchissement ») est préférable à l'abréviation que l'on en fait ordinairement sous l'étiquette « franchise du port », abréviation qui constitue une interprétation rapide de son contenu. Charles Carrière, *Négociants...*, op. cit., p. 310-319.

mesure favorise, avec l'obtention du droit de citadinage, l'installation des étrangers à Marseille²⁰. Colbert, qui voulait attirer les étrangers dans le port provençal, précisait que seraient considérés comme bourgeois :

[...] ceux qui se fixaient dans la ville et y épousaient une Marseillaise ; ceux qui achetaient une maison d'au moins 10 000 livres-tournois et qui avaient 3 ans de résidence ; ceux qui joignaient une résidence de 5 ans à une maison d'au moins 5 000 livres ; ceux qui auront établi leur domicile et fait un commerce assidu pendant le temps de 12 années consécutives dans la dite ville quoiqu'ils n'y aient acquis aucun bien ni maison.

Ces critères sont destinés à sélectionner les nouveaux venus qui, selon les termes même des certificats de citadinage, sont « en droit de jouir de l'exemption des droits, dont les véritables Marseillais peuvent et doivent jouir, suivant l'édit du port franc »²¹. Par ailleurs, aux facilités offertes par le droit de citadinage²² dans le cadre de cette immigration choisie on doit ajouter certains avantages traditionnels reconnus aux Suisses, dont les Allemands pouvaient également bénéficier au sein d'une association commerciale²³. Il y avait donc un intérêt évident pour les étrangers à solliciter cette bourgeoisie. Pourtant tous ne l'ont pas fait²⁴.

Le résultat de ces avantages est une réelle liberté de droit et de fait dans le commerce, mais qui ne doit pas occulter certaines limites²⁵. Ainsi, cette liberté est toute relative dans les Échelles du Levant où la présence – soigneusement contrôlée par les agents de la chambre de commerce de Marseille – est réservée aux seuls Français²⁶. Au vrai, l'exclusion de fait des étrangers résultait du peu de places disponibles dans les Échelles et du fait que, à l'arrivée des étrangers, les places étaient déjà prises par les Français. Plus stricte paraît avoir été l'interdiction faite aux étrangers d'armer des navires sous pavillon français. Toutefois, outre le fait que l'armement n'est qu'une des activités des négociants, des possibilités étaient données dans ce domaine théoriquement verrouillé par la législation : ainsi en était-il de la prise d'intérêt pour une cargaison ou pour la propriété d'un

20. Rappelons simplement que Dunkerque et Bayonne étaient des ports francs, et que Bordeaux, Rouen et Nantes ne l'étaient pas : pour qui connaît la situation de ces ports au XVIII^e siècle, la conclusion s'impose d'elle-même. D'où certaines réserves à l'encontre des récentes approches. Voir : Horn Jeff, « Marseille et la question du mercantilisme : privilège, liberté et économie politique en France, 1650-1750 », *Histoire, économie & société*, vol. 30, n° 2, juin 2011, p. 95-111.

21. Cette formule est portée dans les certificats de citadinage consignés dans les registres de la Cour des Comptes, ADBDR, B 116 - 140.

22. Gaston Rambert et Louis Bergasse (dir.), *Histoire du commerce de Marseille*, t. 4, 1660-1789, Paris, Plon, 1954, p. 500-509.

23. ADBDR, B. 116 et 140. Cour des Comptes.

24. Charles Carrière, *Négociants...*, *op. cit.*, p. 270.

25. On comparera avec la situation de Livourne finement analysée dans cette publication par Guillaume Calafat, « Être étranger dans un port franc. Droits, privilèges et accès au travail à Livourne (1590-1715) ».

26. Sur les effectifs des marchands français dans les Échelles du Levant et la limitation de la durée de résidence, on se reportera à Robert Paris, *Histoire du commerce de Marseille*, t. 5, 1660 à 1789, Paris, Plon, 1957, p. 238-244. Voir également Nicole Pellegrin, *La présence des Français dans les Échelles du Levant (1685-1793)*, mémoire de maîtrise, université d'Aix-en-Provence, 1971 (dir. Charles Carrière).

navire (possession de parts ou quirats), de son inscription au nom de leur femme – si elle est française – ou du traditionnel recours à des prête-noms²⁷. Que dans l'ensemble, les négociants d'expression allemande n'aient pas été de grands armateurs, ni au XVIII^e siècle, ni au siècle précédent d'ailleurs, ne procédait donc pas d'entraves locales majeures.

Les conditions économiques ont une tout autre importance sans que nous puissions apprécier, pour la plupart de ces nouveaux venus, le volume de leurs capitaux au moment de leur installation. À défaut, il est naturel de regarder vers les régions d'origine, de relever l'éventuel soutien que celles-ci pouvaient apporter par leurs échanges – tant par mer que par terre – avec Marseille. Il convient de considérer l'ensemble du champ d'action du grand port et de mettre en avant les associations commerciales qui groupent les forces, diversifient les opérations et dilatent les rayons d'action. Nous savons que le mouvement des sociétés commerciales a suivi celui des arrivées.

Graphique 4. Négociants d'expression allemande et sociétés commerciales avec ces étrangers (1750-1790)²⁸

Une analyse détaillée serait très riche d'enseignements mais notons simplement ici que ces sociétés ne se bornent pas à réunir des négociants d'une même origine. Au contraire et sans exagération, il s'agit souvent de sociétés plurinationales dans lesquelles les intérêts l'emportent sur la nationalité et la religion. Ainsi, jusqu'à la guerre de Sept Ans, la firme Sollicoffre et Crowe (Suisse-Anglais) joue un rôle notable dans les relations avec la Grande-Bretagne. Le Berlinois Jean-Chrétien Wollanck tente à deux entreprises – certes malheureuses – de s'associer avec des catholiques marseillais, à savoir les frères Maron puis Bayle; la raison Veuve Pagliano et Sauvage unit une Génoise et un Prussien et dans la société Bouillon, Haller et C^{ie}, le premier est originaire de La Ciotat et le second de

27. ADBDR, IX B, Amiraute; Service historique de la Défense, département Marine, Toulon, 13P 2-5.

28. Voir ci-dessus notes 1 et 9.

Berne. Par ailleurs, nombre de négociants ont plusieurs partenaires : le Suisse allemand Rodolphe Salchly est associé, au cours de sa carrière, avec les Allemands Jean-Henry Beneke, Rodolphe Beneke, François Rappard, le Français Jean-Louis Chauvet et le Vaudois Guex. Quant à Jean-Henry Keller, de Schaffhouse, il travaille d'abord avec l'Alsacien Bubenhoffer, puis le Danois Lars Lassen, une société qui s'agrège ensuite Jean-Conrad Imthourn, de Schaffhouse aussi. S'étant retiré des affaires, Keller commandite la firme allemande Brandt et Tietjens²⁹. Ce qui, au demeurant, est déjà un signe de leur intégration dans la diversité sociale du monde du commerce marseillais. On ne sera donc pas surpris que leur travail ne se différencie aucunement de celui de leurs confrères.

Les activités

Un mot pourrait suffire pour préciser le travail de ces hommes : négoce. Ce terme, bien défini localement et employé principalement au XVIII^e siècle, requiert certaines précisions. Les négociants représentent alors l'élite commerciale, le sommet de la pyramide socioprofessionnelle. Ce nom est d'ailleurs apparu à Marseille, dans son sens plénier, avec les premières années du XVIII^e siècle exprimant une volonté de discrimination d'avec les bourgeois, non commerçants, et les marchands, catégorie d'un rang inférieur même si, parfois, les limites sont peu sensibles. Pour les négociants, « gens de loge tenant banque », aucune confusion n'était possible. « Par définition, le négociant fait tout, simultanément ou successivement, suivant les temps et les occasions »³⁰. Avec des nuances évidemment, ils sont les animateurs du grand commerce et forment une aristocratie qui a un sentiment très net de l'excellence de sa condition et la conscience d'être au-dessus des autres catégories du commerce.

Ce qui les met ainsi à part, c'est d'abord, à des degrés divers, la fortune. S'y ajoute l'ampleur internationale des affaires, doublée par la polyvalence des activités, sans les assumer toutes également : la marchandise, en compte propre et plus encore en commission, car qu'on ne s'y trompe pas, les plus grands commissionnaires sont les plus grands négociants. Ensuite, l'armement, assumé entièrement ou le plus souvent en participation, selon une technique de prudence que l'on retrouve dans toutes leurs activités. Si l'assurance maritime ne leur est certes pas réservée, ce sont des assureurs surtout pour la place. Enfin, et ici nous nous élevons sensiblement dans la hiérarchie, ils se livrent aux activités bancaires : au maniement du papier commercial avec pratique de l'escompte – qui ne peut en être séparée – et, mettant à part les plus grands d'entre eux, à l'arbitrage bancaire soit sur les métaux précieux, soit sur les valeurs commerciales, soit, le plus souvent, sur les deux réunis. Ces activités impliquent des liens avec toutes les grandes places

29. Charles Carrière, *Négociants...*, *op. cit.*, p. 742-745 ; Musée des Suisses dans le Monde, Château de Penthes, Pregny/Genève et Archives d'État de Genève, archives privées : notaire Jean-Louis Delorme : informations aimablement communiquées par Laurent Burrus que je remercie vivement.

30. Charles Carrière et Pierre Léon, « L'appel des marchés », dans Fernand Braudel et Ernest Labrousse (dir.), *Histoire économique et sociale de la France*, t. 2. 1660-1789, Paris, PUF, 1970, p. 211.

de l'Europe occidentale, requièrent une compétence technique indiscutable et animent les bourses du change qui en sont le foyer³¹.

Dans ce faisceau d'activités, où les spécialisations n'apparaîtront que lentement et tardivement, se situe le négociant, qu'il soit marseillais ou étranger. Cependant, l'armement comme l'arbitrage bancaire ne semblent pas avoir occupé les négociants d'expression allemande, ce qui établit qu'ils ne s'élevaient pas au niveau des plus grands. À ceci près, ils étaient de vrais négociants, les pairs de tous ceux qu'ils rencontraient quotidiennement à la loge³². Quelques indications sur le rayonnement de leurs affaires confirment ce point de vue.

Le rayonnement

Le mécanisme est différent de celui décrit par Lionel Dumond pour Sète où jusqu'au milieu du XVIII^e siècle des Languedociens – descendants de protestants qui ont quitté le royaume après 1685 – sont présents dans les ports de la Baltique pour le commerce des vins et des eaux de vie³³. Après la guerre de Sept Ans, les acteurs changent : des Hanséatiques viennent s'établir à Sète pour contrôler les relations commerciales avec la Baltique passant, selon Louis Dermigny, « d'une Méditerranée à l'autre ». Rien de semblable à Marseille où les liens avec les régions d'origine ne sont ni exclusifs, ni prioritaires, même en élargissant le champ d'action à l'ensemble des régions nordiques et à toute l'Europe centrale. Des négociants français ou d'autres nationalités interviennent dans ces mêmes espaces comme le montre la maison Pierre Péron, Hasslaver et C^{ie} dont le champ d'action à peu près exclusif est l'Europe centrale et l'Italie du nord³⁴.

L'observation des entrées de navires nordiques dans le port de Marseille, essentiellement danois et suédois, conduit à de semblables conclusions³⁵.

31. Charles Carrière, *Négociants...*, *op. cit.*, p. 915-953 ; Charles Carrière, Marcel Courdurié, Michel Gutsatz et René Squarzonni, *Banque et capitalisme commercial*, Marseille, Institut historique de Provence, 1976.

32. La question de la fréquentation de la loge est délicate. Les critères d'entrée ne paraissent pas établis de manière formelle (absence de document précisant les critères d'admission). Il s'agit sans doute d'une sélection de fait plus que d'une discrimination juridique. Néanmoins, au moment de la mise en place de l'impôt du vingtième, l'état des « négociants et gens de loge établis à Marseille » précise que des « marginaux » pouvaient être associés aux négociants : « on n'a point compris dans cet état les personnes réputées gens de loge dont le commerce ne consiste qu'à faire fabriquer du savon, blanchir de la cire, raffiner le sucre et le soufre et à vendre des drogues en gros et en détail attendu que le subdélégué de M. l'Intendant les a obligés de donner leurs rôles séparés ». Archives de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence (désormais ACCIMP), C10, 22 septembre 1751, cité par Charles Carrière, *Négociants...*, *op. cit.*, p. 247, n. 44. Quelques fabricants, raffineurs ou droguistes ont donc accès à la loge. Cependant, à l'occasion du mémoire sur les horaires de la loge il n'est question que de négociants (ACCIMP, D 51, s. d.)

33. Lionel Dumond, « Les négociants du Nord... », *art. cit.*, à paraître.

34. ADBDR, XLIII E 17 et 18 ; Pascal Pons, *Marseille et l'Adriatique au XVIII^e siècle*, mémoire de master recherche, université de Provence, 2007 (dir. G. Buti).

35. Pour l'ensemble de cette circulation on se reportera à Pierrick Pourchasse, *Le commerce du Nord, les échanges commerciaux entre la France et l'Europe septentrionale au XVIII^e siècle*, Rennes, PUR, 2006 ; Dan H. Andersen et Pierrick Pourchasse, « La navigation des flottes... », *art. cit.* ; Leos Müller, « Commerce et navigation suédois... », *art. cit.* ; et Silvia Marzagalli, « Les États-Unis en Méditerranée... », *art. cit.*

*Tableau 2. Bâtiments nordiques entrés dans le port de Marseille
(1750-1790)³⁶*

Années	Nombre total de navires	Détail des consignataires		
		Allemands	Suisses	Autres
1750	34	6	3	25
1760	27	2	9	16
1770	31	6	6	19
1780	54	26	6	22
1790	64	36	9	19

Alors que l'on pouvait songer à un espace privilégié, il n'en est rien, tout au moins pour les trois premières décennies. Il ne s'agit en aucun cas d'un domaine réservé : des négociants français ou d'autres nationalités intervenaient aussi dans les relations maritimes avec ces territoires.

Ces courants commerciaux n'avaient d'ailleurs qu'une importance réduite, d'aucuns se glissant dans certaines « niches » pour occuper des « interstices » laissés libres – comme le trafic du fer. Par ailleurs, en 1789, le mouvement global des échanges entre Marseille et les États nordiques – Allemagne, Danemark, Russie, Suède – n'est que de l'ordre de 4 500 000 livres (3 millions aux entrées et 1,5 million aux sorties) sur un total de plus de 230 millions (soit moins de 2,5 %), métaux précieux et activités du petit cabotage exclus³⁷. Quant au transit terrestre, le seul qui ait quelque importance est celui avec la Suisse, mais son montant, difficile à déterminer pour Marseille, est assurément peu élevé. De plus, les Allemands n'y participent pas en général et, à l'exportation – toiles, horlogerie – ce sont souvent les relais de Gênes et Nice-Villefranche qui sont utilisés.

En fait, ces hommes d'affaires, à l'instar de la maison Gaspard et Henry Sollicoffre au milieu du XVIII^e siècle, se sont tournés dans toutes les directions qui s'offraient à Marseille. Le noyau helvétique originel demeure fort mais le réseau commercial de la société déborde amplement cet espace avec des correspondants localisés en Europe méridionale, au Levant et aux Îles françaises d'Amérique.

Ainsi, les liens d'abord privilégiés avec les régions d'origine fléchissent alors que progresse et se consolide le glissement vers les espaces commerciaux méridionaux de la région d'accueil. Après quelques années d'installation à Marseille, le rayonnement de leurs activités – qu'un examen de la nature et du contenu des échanges inviterait à préciser – coïncide simplement et naturellement avec celui du port mondial.

36. ADBDR, Intendance sanitaire 200 E, 506 à 546.

37. Charles Carrière, *Négociants...*, *op. cit.*, p. 72, note 74 pour l'ensemble des sources permettant ces estimations.

*Carte 1. Correspondants des maisons Gaspard et Henry Sollicoffre (1762),
Leclerc père et fils (1774), Languensce et Mérian (1779),
Hornbostel, Lassen et C^{te} (1780)³⁸*

38. Carte établie à l'aide de bilans de faillite. ADBDR, XIII B-571 à 603.

Carte 2. Entrées de navires à Marseille pour le compte de négociants d'expression allemande (1770 et 1788)³⁹

39. ADBDR, 200 E. Intendance sanitaire, 526 et 544.

En attendant les conclusions d'une étude en cours – englobant les périodes révolutionnaire et impériale – pour fournir des éléments chiffrés, observons que ces négociants n'ont connu dans l'ensemble qu'une réussite moyenne. Les firmes suisses enregistrent un déclin avant la Révolution, prolongé sous l'Empire avec une seule réussite marquante à savoir celle d'Ulrich Schnell. Si les Allemands font meilleure figure, aucune maison n'est cependant portée aux premiers rangs de l'élite locale. Nous sommes loin de la puissance et du rayonnement des hommes d'affaires protestants français ou des Suisses de Genève, dont le rôle est dominant sur la place dans les années qui précèdent la Révolution, et que l'on peut suivre au-delà de la tourmente révolutionnaire⁴⁰.

Intégration : indices, modalités et limites

Affaire et administration

La présence et les activités de ces hommes venus d'ailleurs autorisent à esquisser une réponse globale quant à leur intégration dans la cité d'accueil⁴¹. Tous, d'où qu'ils viennent, mais lorsque leurs niveaux d'affaires et leur fortune le permettent, sont négociants. Les portes de la loge leur sont ouvertes et les responsabilités municipales ne leur sont pas refusées. En 1759, à propos de la gouvernance de la cité, les responsables de la Chambre de commerce peuvent écrire que « ceux [les négociants] d'origine étrangère ont trouvé jusqu'à présent la protection la plus sûre, la justice la plus prompte et l'accès le plus facile à l'Hôtel de ville parce qu'ils ont leurs pairs et des gens de même état pour protecteurs, pour juges et pour échevins⁴² ».

On ne saurait mieux dire le poids du groupe et le jeu des réseaux ; les faits ne démentent pas semblables déclarations. Ainsi, le Hambourgeois Heybruch, depuis peu dans la ville, obtient sans difficulté, en 1754, le droit de fréquenter la loge, malgré une récente faillite. Le Berlinoïse Jean-Chrétien Wollanck, quoique de confession luthérienne, est autorisé, en 1776, par la Chambre de commerce, à séjourner à Tunis comme commis⁴³.

Nous ne percevons pas davantage de discrimination de la part des autorités provinciales. En 1778, l'intendant La Tour sollicite en faveur de la maison Sollicoffre frères et Wilkie, une autorisation de séjour à Marseille pour Jacques Wilkie, sujet britannique. L'existence de la société serait compromise si, comme tous les sujets anglais, il devait, à cause de la guerre d'Amérique, se retirer. En 1785, il intervient chaleureusement pour que Jean-Jacques Kick bénéficie d'une

40. Xavier Daumalin et Laurence Américi, *Les dynasties marseillaises de la Révolution à nos jours*, Paris, Perrin, 2010.

41. Sur le concept d'intégration, on se reportera à Dominique Schnapper, *Qu'est-ce que l'intégration ?*, Paris, Gallimard, 2007.

42. ACCIMP, C10, 1759.

43. Gilbert Buti, « Les lieux de l'échange commercial : la loge de Marseille, xvii^e - xviii^e siècle », dans Teresa Colletta (dir.), *Les lieux publics et privés de l'échange commercial Marseille et Naples entre Moyen Âge et époque moderne* (à paraître en 2012).

surséance après la faillite de la Compagnie asiatique de Trieste. S'il donne un avis défavorable à la même requête – présentée par Georges-Érasme Pflüger – c'est à la suite d'une analyse minutieuse de sa situation financière qui montre qu'il ne servirait à rien de lui donner satisfaction⁴⁴. Ces remarques valent-elles aussi pour leur participation à la vie marseillaise?

Voies d'intégration?

Au capital marchand, les Allemands de Marseille s'efforcent de mêler les fruits des capitaux sociaux. Une correspondance échangée, à partir de 1760, entre le Suédois Abraham Grill, Jean-Christophe Hornbostel et d'autres Suisses qu'il avait connus à Marseille lors d'un séjour de deux ans, témoigne à quel point ces hommes jouent le rôle d'une communauté d'accueil pour les étrangers d'origine nordique⁴⁵. La langue semble n'avoir posé aucun problème car tous parlaient français. L'unité de confession a dû jouer un rôle important mais les allusions qui y sont faites, peu fréquentes au demeurant, ne laissent apparaître aucun sectarisme. Leur intégration a sans nul doute été favorisée par la forte présence protestante parmi les négociants de Marseille, par les liens que certains de ceux-ci ont dans les pays du Refuge. Ces éléments n'ont pu que faciliter les rapprochements : entre la Révocation et l'édit de Tolérance, les négociants protestants étrangers ont donné aux Français accès à leurs propres lieux de culte et à leur cimetière⁴⁶. Nous n'observons donc pas de repli sur une « nation suisse élargie » qui éloignerait les Provençaux. Les relations sociales faites de promenades, jeux, danse, musique – songeons à la présence de Joseph Hornbach à l'Académie de musique⁴⁷ – sont nombreuses sans que n'apparaissent de rapports privilégiés avec les négociants protestants français, sorte de « préférence réformée. »

Les mariages sont de possibles marqueurs de cette intégration. Sur 35 unions de Suisses allemands, dont environ 30 contractées après l'arrivée en France, on compte une conjointe de nationalité et religion indéterminées, quinze conjointes étrangères protestantes et dix-neuf conjointes françaises (dont six protestantes, dix catholiques, trois de religion indéterminée). Sur 32 mariages d'Allemands, dont 31 célébrés après leur venue en France, on trouve une conjointe de nationalité et religion indéterminées, neuf conjointes étrangères (dont huit protestantes et une catholique) et 22 conjointes françaises (dont huit protestantes, douze catholiques et trois de religion indéterminée). Dans les deux groupes, une majorité d'unions s'effectuent avec des Françaises, protestantes ou catholiques, qui ne sont pas issues, au moins jusqu'à la Révolution, de familles notables de négociants marseillais. Il semble qu'il en soit autrement sous l'Empire lorsque l'Autrichien

44. ADBDR, XIII B, 592.

45. Nordiska Museet, Stockholm. Fonds Grill. Correspondance adressée depuis Marseille à la maison Grill et Cie.

46. AVM, GG 140. Registre du cimetière protestant de Marseille.

47. Pierre-Yves Beaurepaire, « Le rayonnement international et le recrutement étranger d'une loge maçonnique au service du négoce protestant : *Saint-Jean d'Écosse* à l'Orient de Marseille au XVIII^e siècle », *Revue Historique*, vol. CCXCIII/2, avril-juin 1995, p. 263-288 (285 pour la citation).

Moro épouse une fille de noble, Honoré-Claude Rostan, et l'Allemand Ribbeck une Pérangolo⁴⁸.

Chez les Allemands, le pourcentage d'unions avec des Françaises est plus élevé et quand ils épousent des étrangères, ce sont essentiellement des Suisses. La raison est sans doute due au fait que leurs liens avec leur pays sont davantage distendus, sinon rompus. En revanche, pour les négociants suisses établis à Marseille, il n'y a pas de coupure : eux-mêmes ou leurs familles ne passent guère une année sans revenir dans leur patrie ; ils en tirent des capitaux, des commis, des domestiques et ne songent qu'à s'y retirer. Il en va autrement des Allemands, à l'exception de Chrétien-Abraham Frège dont les absences sont fréquentes et qui meurt d'ailleurs à Leipzig, sa ville natale. Jean-Christophe Hornbostel, arrivé à Marseille vers 1753, ne retourne à Hambourg qu'en 1771 et ne paraît pas avoir renouvelé ce voyage. Pendant ses 47 ans de séjour à Marseille, Jean-Rodolphe Tietjens ne se rend qu'une seule fois dans les pays nordiques, en 1797, pour tenter de conserver la charge de consul du Danemark⁴⁹. Rien d'étonnant dans ces conditions que sa langue maternelle lui soit « un peu moins familière ». Les Allemands de Marseille semblent avoir fait, comme ceux de Bordeaux – qui envoient toutefois leurs garçons en apprentissage en Allemagne – le choix de l'intégration⁵⁰.

Il n'est donc pas possible de brosser un portrait de groupe de ces hommes qui ne sont pas systématiquement, comme souvent présentés, des entrepreneurs gyrovagues faisant fi des frontières et guidés par la recherche du seul profit, pas plus que des acteurs économiques profondément encastés dans le territoire d'accueil : il serait vain de vouloir établir un modèle refusant la diversité des comportements, y compris pour un même individu, au fil de son parcours familial et professionnel.

Sensibilités partagées

À la fois plus original et plus significatif apparaît l'intérêt de nombre de ces étrangers pour les courants de pensée – de nature internationale, il est vrai – auxquels adhèrent les éléments cultivés de la population marseillaise dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

L'Autre ne s'intègre pas seulement en s'insérant dans un réseau professionnel, dans une communauté religieuse et en mettant à profit les liens matrimoniaux. Être reconnu c'est se voir accepté dans une communauté de substitution pour bénéficier de nouvelles solidarités, de nouvelles relations⁵¹.

Tel est le sens de l'adhésion au foyer de sociabilité locale que constitue l'admission à la loge *Saint-Jean d'Écosse* à l'Orient de Marseille étudiée par Pierre-Yves

48. Sur 3 625 mariages pour la période 1765-1769 : voir Charles Carrière, *Négociants...*, *op. cit.*, p. 276-277 et 290-291.

49. Au sujet de cette mobilité, illustrée par des exemples précis, on se reportera à Charles Carrière, *Négociants...*, *op. cit.*, p. 737-742.

50. Michel Espagne, *Bordeaux-Baltique. La présence culturelle allemande à Bordeaux aux XVIII^e et XIX^e siècles*, Bordeaux, Éditions du CNRS, 1991.

51. Pierre-Yves Beaurepaire, « Le rayonnement international... », *art. cit.*, p. 264.

Beaurepaire⁵². Cette loge – constituée semble-t-il en octobre 1751 – présente un enchevêtrement de réseaux ; c'est celle du négoce international, celle où se rencontrent les hommes influents de la chambre de commerce de Marseille, l'élite du négoce comme les Seymandi, Tarteiron et Hugues. On y croise les Suisses Keller, Schnelle, Grouner ; les Allemands Pfister, Vogel, Lutkens ; les Autrichiens Foregger, de Kammersbourg. Comme l'observe à juste titre Pierre-Yves Beaurepaire, « cette ouverture à l'Autre européen est une ouverture au Semblable »⁵³.

Ces hommes investissent les « beaux quartiers » qui se développent au sud de la ville depuis l'agrandissement de l'époque de Colbert et adoptent le mode de vie aristocratique. Jean-Jacques Kick est un exemple, sinon un modèle, de cette intégration. Issu d'une famille de négociants et consuls, il est lui-même consul de « SM impériale et de SA le Grand duc de Toscane » et se trouve en 1784 sur les colonnes de *Saint-Jean d'Écosse* ; de 1749 à 1793 les registres de l'intendance sanitaire font état de la réception à son nom de 233 navires en provenance du Levant, des Îles d'Amérique, de Trieste et de l'océan Indien⁵⁴ ; il se glisse, suit et infléchit les ambitions commerciales de Marseille. En 1761, il achète, dans la nouvelle ville, une ancienne auberge – la Nouvelle Rose – et la salle de Concert pour 63 000 livres qu'il fait raser pour y faire construire une vaste et luxueuse maison de deux étages⁵⁵.

La fonction politique vient parfois parachever le processus d'intégration de certains de ces nouveaux venus, comme observé à Bordeaux. Il s'agit de parfois plus qu'une simple adhésion idéologique au mouvement de la Révolution : ainsi, Nicolas Councler, nommé membre du conseil municipal en 1789, est élu notable en 1790, ce qui lui vaudra d'émigrer en 1792 ; Daniel Leclerc, de Neuchâtel, est membre, en 1792, de la commission chargée de vérifier les comptes du District tandis que l'Allemand Charles-Henri Blachière en est secrétaire en 1793. Mais une fois encore, force est de constater la diversité des attitudes : à Nicolas-Henry Hornbostel accusé d'avoir financé des menées contre-révolutionnaires répond le Hambourgeois Brandt qui fait « don à la patrie d'une chaîne en or » en septembre 1792. Ne va-t-on pas, ici, plus loin et plus profond qu'une simple rencontre de travail ?

Cependant, la crise politique et économique qui secoue profondément et durablement la place atteint aussi ce groupe : en 1793, la guerre et surtout la Terreur provoquent la dispersion de nombreux acteurs du négoce. Si les Suisses partent presque tous, quitte pour certains à revenir par la suite, il n'en est pas de même des Allemands. Seuls Jean-Henri Beneke et Joachim Lutkens s'éloignent définitivement. Quelques autres partent pour un temps en Italie, comme Bushor, ou en Suisse, tels Pfister et Sauvage. Tous se retrouveront à Marseille, prêts à poursuivre leur carrière commerciale avec, à leurs côtés, de nouveaux venus, contribuant à conférer une originalité certaine à la période impériale et aux décennies

52. Pierre-Yves Beaurepaire, « Saint-Jean d'Écosse de Marseille, une puissance maçonnique méditerranéenne », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 72, juin 2006, p. 61-95.

53. Pierre-Yves Beaurepaire, « Le rayonnement international... », art. cit., p. 272.

54. ADBDR, Intendance sanitaire, 200 E., 505 à 549.

55. Bibliothèque municipale de Marseille, Fonds ancien Provence. Factums, 1310, 1775. En 1801, le 1^{er} étage de cet hôtel deviendra le lieu de culte protestant de Marseille.

suivantes⁵⁶. Ainsi, Jean-Christophe Hornbostel, qui était venu à Marseille dans les années 1760 avec son cadet Nicolas-Henry, fut, sous la Restauration, le premier président de la Caisse d'Épargne des Bouches-du-Rhône, instituée en 1821⁵⁷. Comme chez certains négociants français de Cadix, restés dans le grand port espagnol malgré la tourmente internationale, les raisons profondes des choix effectués par les Allemands de Marseille ne sont pas faciles à décrypter⁵⁸. Sans doute ces itinéraires individuels sont-ils le fruit d'une alchimie complexe où se combinent considérations économique, politique, sociale, culturelle voire affective.

Limites et nuances

Cependant, il serait naïf de ne pas marquer les limites d'une intégration en rien synonyme d'assimilation. Ces communautés, qui ne représentent que quelques dizaines de familles et qui n'ont nulle envie de perdre leur identité, ne s'ouvrent que de manière très mesurée tout en percevant le danger de s'enfermer dans une bulle sociale et religieuse. Tout est question de dosage : il s'agit de s'ouvrir à l'Autre mais d'affirmer les liens entre soi. Ainsi, lorsque le 1^{er} août 1766, le négociant Jean-Christophe Hornbostel écrit à Jean-Abraham Grill, alors à Canton en Chine, et lui donne des nouvelles de la place marseillaise, il n'hésite pas à marquer les limites de certains rapprochements :

M. Beneke, mon compatriote, était associé à M. Salchly qui est mort l'hiver dernier. Il a associé quelques mois après, le frère du défunt et depuis peu, ils ont encore pris dans leur société M. Chauvet qui avait été autrefois commis dans la maison : ce dernier est Marseillais. M. Lefort a quitté le commerce et l'a cédé à MM. Faure et Donnaud, 2 Marseillais qui étaient ses commis. Voilà, comment les gens du pays s'introduisent dans les maisons étrangères. Ces messieurs ont tort, suivant moi, car ils pourraient bien, quand ils quittent ainsi le commerce, le faire suivre par quelques-uns de leurs parents qu'ils pourraient avancer sans donner ces branches de commerce aux gens du pays⁵⁹.

Si nous pouvons lire, en creux, la confiance que d'aucuns accordent aux locaux – aux « semblables » ou partenaires – l'appréciation et les choix ne sont pas forcément partagés. La mise en garde est ici claire : l'ouverture et l'intégration peuvent conduire à une perte d'identité et à une atteinte portée aux intérêts du groupe qui doivent être la préoccupation majeure de ces hommes venus d'ailleurs. S'intégrer chez l'Autre certes, mais en retour ne pas l'intégrer automatiquement et le sélectionner pour conserver la cohésion du groupe. Voilà qui pointe assurément la diversité des attitudes et la différence des objectifs.

56. Renée Lopez, *Les Suisses à Marseille*, thèse de doctorat en histoire, université d'Aix-en-Provence, 1986 ; Pierre Échinard et Émile Temime (dir.), *Migrance...*, *op. cit.*, p. 126-129 ; Renée Lopez et Émile Temime (dir.), *Migrance...*, *op. cit.*, p. 51-69.

57. Gabriel Constant, « Les Hornbostel, une famille de commerçants nordiques à Marseille », *Bulletin de l'Institut historique de Provence*, mai-juin 1955, p. 14-25.

58. Arnaud Bartolomei, « La bourse et la vie. Destin collectif et trajectoires individuelles des marchands français de Cadix, de l'instauration du *comercio libre* à la disparition de l'empire espagnol (1778-1824) », thèse de doctorat en histoire, université de Provence, 2007.

59. Nordiska Museet, Stockholm. Fonds Grill, Lettre d'Hornbostel à J.-A. Grill, 1^{er} août 1766.

Venant à Marseille, ces négociants étaient parfois accompagnés de leurs commis, mais d'aucuns en recrutèrent sur place soit parmi des compatriotes, soit parmi des Marseillais rompus aux usages locaux. Cependant, il faut être prudent dans ce dernier cas avant d'en tirer conclusion. Ainsi, si nous ignorons les raisons du choix des Languedociens André Faure et Nicolas-Gaspard Douneau par le Genevois Lefort, la maison Butini et Fölsch qui engage le Marseillais Guérin n'ignore pas que la sœur de celui-ci allait s'unir avec le Suédois Sven Arfvidsson⁶⁰.

Cette esquisse provisoire ambitionne de comprendre les raisons de la présence de ces hommes d'expression allemande à Marseille au XVIII^e siècle et de saisir leur place dans la cité d'accueil. Si elle conduit pour les uns à retenir le poids des traditions, pour les autres les questions demeurent car le rôle joué par les trafics nordiques paraît trop tardif pour être déterminant et « le tropisme méditerranéen » ne saurait être exagéré. Bien des cas, sinon tous, demanderaient un suivi particulier si l'information était donnée. Peut-être, très banalement, vaut-il mieux parler de tension vers le profit et la promotion sociale ? Car sans doute sont-ils venus dans le port provençal qui acquiert une stature de port mondial pour y tenter leur chance. Nombre d'entre eux l'ont saisie et si les résultats ne sont pas extraordinaires, ils sont loin d'avoir été négligeables. Néanmoins, ce bref regard sur un modeste échantillon mériterait d'être éclairé sur plusieurs générations car, à Rouen comme ailleurs, « l'analyse des groupes n'est significative que dans la durée »⁶¹.

Dans l'ensemble, et relativement aux autres étrangers venus de l'Europe du nord et du nord-ouest, ces négociants occupent une place particulière. Ainsi, les Anglais prennent un certain relief par l'association avec ces négociants d'expression allemande ; les Nordiques et les Hollandais, peu nombreux et de semblable niveau, recherchent également leur association. Dans une certaine mesure, la présence de ces négociants a contribué à donner à Marseille une physionomie originale.

Cependant, force est de constater qu'ils ne forment pas un groupe distinct dans la cité ; pour les atteindre, il a été nécessaire de les isoler – ou de tenter de le faire – voire d'inventer ce groupe, de l'extraire du monde des négociants car ni le statut juridique, ni le travail, ni les comportements, ni les pratiques religieuses ne les mettent vraiment à part dans la cité. Au reste, ils n'ont ouvert aucune route nouvelle, ils ne sont pas à l'origine de nouveaux trafics, ils n'ont pas introduit de techniques commerciales, ils n'ont pas déterminé les grandes orientations du négoce marseillais. Ils s'y sont associés, ils s'y sont introduits et ils en ont exploité les potentialités. En cela ils sont devenus de véritables « négociants marseillais ».

60. ADBDR. 363 E 344. Notaire Richaud, 20 décembre 1762.

61. Jean-Pierre Bardet, *Rouen aux XVII^e et XVIII^e siècles. Mutations d'un espace social*, Paris, Sedes, 1983, p. 19.